

# M. Ibarretxe propose son plan d'autonomie pour le Pays basque

## Le chef du gouvernement régional prône un statut de « libre association » avec l'Espagne

### MADRID

de notre correspondante

Le discours du chef du gouvernement basque, le lehendakari Juan José Ibarretxe, qui présentait son plan de « libre association » du Pays basque avec l'Etat espagnol, vendredi 26 septembre, devant le Parlement basque, n'a pas suscité de surprise. Il est vrai qu'un avant-projet de ce plan, annoncé en septembre 2002, a été publié en juillet par le journal conservateur ABC.

En demandant une révision du statut d'autonomie du Pays basque, approuvé en 1979, M. Ibarretxe propose de faire du Pays basque non plus l'une des dix-sept régions autonomes qui composent l'Espagne, mais une sorte d'Etat dans l'Etat, en vertu d'une « structure plurinationale, composite et asymétrique de l'Etat espagnol ».

L'idée maîtresse est que les trois provinces (Guipuzcoa, Alava, Biscaye) qui composent la région autonome du Pays basque espagnol

seraient librement associées à l'Espagne « par volonté populaire » au nom, dit M. Ibarretxe, de « respect du droit du peuple basque à décider de son avenir ».

Selon ce projet, qui devra être approuvé par le gouvernement régional le 25 octobre et soumis au vote du Parlement basque en septembre 2004, les citoyens du Pays basque disposeraient d'une « nationalité basque » qui aurait la même valeur que la nationalité espagnole, ces deux nationalités étant « compatibles ». M. Ibarretxe a précisé également que les citoyens de la Navarre et du Pays basque français, qui sont « partie intégrante du peuple basque », pourraient, si telle est leur volonté, établir « des liens politiques, économiques, et culturels » avec le Pays basque.

De façon à « concrétiser » également la « singularité politique » basque, M. Ibarretxe propose la configuration d'un pouvoir judiciaire autonome. Enfin le plan revendit

que, outre le renforcement des diverses compétences actuellement séparées ou partagées entre l'Etat espagnol et le Pays basque, une structure de Sécurité sociale propre, qui disposerait elle-même de son budget. Selon le plan proposé par M. Ibarretxe, le Pays basque devrait aussi pouvoir défendre directement ses intérêts en Europe au moyen, par exemple, d'une représentation propre au sein de l'UE.

### REJET CATÉGORIQUE

Dès l'approbation du projet au Parlement de Vitoria, les autorités basques comptent ouvrir un processus de négociations avec l'Etat espagnol qui s'achèvera au printemps 2005. Quelle qu'en soit l'issue, le gouvernement basque convoquera alors un référendum qui, a précisé M. Ibarretxe se tiendra « en absence de violence » et « sans exclusion », faisant une double allusion au terrorisme de l'ETA ainsi qu'à la

mise hors-la-loi du parti radical Batasuna, bras politique de l'ETA.

Les réactions politiques à ce projet, au Pays basque, étaient elles aussi sans surprise : refus catégorique des deux grands partis nationauxistes, le Parti populaire (PP) de M. Aznar et le Parti socialiste. Le secrétaire général des socialistes basques, Patxi Lopez, a même accusé le lehendakari d'aller dans le sens de l'affaiblissement du système démocratique et d'avoir converti le Parlement basque en une « marionnette ».

En revanche, le parti nationaliste modéré Eusko Alkartasuna et la gauche proche des communistes, IU-EB, apportent leur appui avec réserve. Quant à la gauche radicale basque héritière de Batasuna, opposée elle aussi, elle prépare une contre-proposition.

A Madrid, le rejet a été catégorique : le porte-parole du gouvernement, Eduardo Zaplana, a annoncé que l'exécutif central allait déposer devant le Tribunal constitutionnel un recours contre toutes les propositions du plan Ibarretxe qui « pourraient sortir du cadre constitutionnel », ajoutant que c'était une proposition « clairement sécessionniste ».

Martine Silber

## PROFIL LE VISAGE AIMABLE DU NATIONALISME BASQUE

Né en Alava, en 1957, et diplômé en sciences économiques, Juan José Ibarretxe est élu, à 26 ans, maire de Llodio, en Alava, sous l'étiquette du Parti nationaliste basque (PNV). Il a occupé différentes fonctions économiques avant de devenir en 1999, le troisième lehendakari (chef du gouvernement régional) depuis l'approbation, en 1979, du statut d'autonomie du Pays basque.

Proche du chef historique de son parti, Xavier Arzalluz, il se présente comme un nationaliste modéré et un homme de dialogue : le visage aimable du nationalisme basque. Ses amis louent sa courtoisie, sa ténacité de grand sportif, ses convictions qui l'ont amené à apprendre tardivement la langue basque. Il a toujours exprimé son

fonder ses propositions sur le nationalisme le plus traditionnel, « l'existence du peuple basque, avec une identité propre, depuis l'aube de l'Histoire. »

Méthodique, soucieux de convaincre, Juan José Ibarretxe se dit prêt à écouter toutes les critiques et avance posément, certain d'arriver au but recherché. « L'apui majoritaire de la société basque. » Une majorité qui n'est pas gagnée d'avance, ce dont il est parfaitement conscient en conditionnant un éventuel référendum à l'élimination de la violence et en continuant à gagner du temps, puisqu'il avance la date de 2005, pour soumettre ses propositions à la volonté populaire.

M. Si.